



## **ASSURANCE RESPONSABILITÉ ET RISQUES ANNEXES**

**2025-016**

**LOT N° 2**

### **DOSSIER TECHNIQUE**

Le présent dossier technique comporte :

- \* Les éléments techniques
- \* Les statistiques sinistres



## ASSURANCE RESPONSABILITÉ ET RISQUES ANNEXES

### ELEMENTS TECHNIQUES

La Chambre de métiers et de l'Artisanat de Région Nouvelle-Aquitaine est actuellement titulaire d'un contrat garantissant les risques objet de la présente consultation souscrit auprès de la compagnie **MAAF ASSURANCES**.

Les éléments de statistiques sinistres sont communiqués sur la base des garanties et des franchises du contrat en cours.

Franchises : NEANT en corporels et 2000€ par sinistre en dommages matériels

#### **Multirisques garage**

Certaines chambres départementales exercent, dans le cadre des CFA, une activité de garagiste et carrosserie.

D'une façon générale, le principe est que les apprentis apprennent leur métier sur des véhicules donnés aux centres de formation par les fabricants de véhicules terrestres (qui paient ainsi leur taxe d'apprentissage).

Cependant, à titre exceptionnel, il peut arriver que les apprentis procèdent à de petites réparations sur des véhicules appartenant soit à des salariés de la chambre soit à des tiers à la chambre.

Afin de palier toutes difficultés susceptibles de découler d'une telle activité exceptionnelle, les candidats devront faire une proposition d'assurance afin de couvrir la responsabilité civile garagiste des chambres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que l'activité garage est une activité partielle pour la CMA. Les intervenants n'interviennent pas sur des éléments relatifs à la sécurité.

Les véhicules pédagogiques soumis à obligation d'assurance VTM ne sont pas concernés par cette garantie RC garage.

Ces véhicules pédagogiques «meubles» non soumis à obligation d'assurance automobile sont assurés dans le contrat DAB.

**Individuelle accident**

Les personnes concernées par la garantie des indemnités contractuelles sont :

- 313 élus
- 50 apprentis étudiants du programme ERASMUS (durée des déplacements : entre 2 semaines et un an)

# ASSURANCE RESPONSABILITÉ ET RISQUES ANNEXES DES CHAMBRES DE MÉTIERS ET DE L'ARTISANAT

## Formulaire de déclaration du risque

### AVERTISSEMENT

Le présent questionnaire ne constitue pas un engagement à souscrire un contrat d'assurance et reste strictement confidentiel.

Le soussigné déclare :

- que les réponses ci-après sont à sa connaissance exactes,
- avoir été informé qu'elles constituent les éléments d'appréciation du risque nécessaires à la fixation des primes et dont l'inexactitude serait susceptible de modifier les engagements de l'assureur (cf. articles du Code des assurances ci-dessous).

Le soussigné ne peut être engagé au-delà des réponses apportées à ce questionnaire.

Les assureurs peuvent demander tous renseignements complémentaires et, dès lors, reconnaissent avoir une connaissance suffisante du risque à garantir.

Article L. 113-8 du Code des assurances

*Indépendamment des causes ordinaires de nullité, et sous réserve des dispositions de l'article L. 132-26, le contrat d'assurance est nul en cas de réticence ou de fausse déclaration intentionnelle de la part de l'assuré, quand cette réticence ou cette fausse déclaration change l'objet du risque ou en diminue l'opinion pour l'assureur, alors même que le risque omis ou dénaturé par l'assuré a été sans influence sur le sinistre.*

*Les primes payées demeurent alors acquises à l'assureur, qui a droit au paiement de toutes les primes échues à titre de dommages et intérêts.*

Article L113-9 du Code des assurances

*L'omission ou la déclaration inexacte de la part de l'assuré dont la mauvaise foi n'est pas établie n'entraîne pas la nullité de l'assurance.*

*Si elle est constatée avant tout sinistre, l'assureur a le droit soit de maintenir le contrat, moyennant une augmentation de prime acceptée par l'assuré, soit de résilier le contrat dix jours après notification adressée à l'assuré par lettre recommandée, en restituant la portion de la prime payée pour le temps où l'assurance ne court plus.*

*Dans le cas où la constatation n'a lieu qu'après un sinistre, l'indemnité est réduite en proportion du taux des primes payées par rapport au taux des primes qui auraient été dues, si les risques avaient été complètement et exactement déclarés.*

Nom et adresse du souscripteur :

La Chambre de Métiers et de l'Artisanat gère-t-elle des Centres de Formation des Apprentis (CFA) ou Campus des Métiers ?

OUI / NON

Si OUI, présentation succincte du/des CFA et des filières enseignées

Le contrat doit-il être souscrit pour des organismes satellites du souscripteur ?

OUI / NON

Si OUI, lesquels ?

## RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

### DONNÉES CHIFFRÉES

Nombre total d'élus de la Chambre, tous personnels et statuts confondus	
Nombre total d'agents de la Chambre, tous personnels et statuts confondus	au 08.08.2024 >> 1750 agents Titulaire, CDD, contrats aidés + 14 VACATAIRES
Montant des traitements annuels du personnel (salaires bruts) hors charges sociales patronales, budget principal et budgets annexes	

Montant en € du budget de fonctionnement section dépenses, budget principal et budgets annexes		
N-2	N-1	Prévisionnel N (année en cours)
133 253 749€	141 891 404€	143 607 461€

## RESPONSABILITÉ DU FAIT DES BIENS

### IMMEUBLES

Présentation de la répartition géographique des sites de la Chambre :

Immeubles ou installations de toute nature dont la Chambre est propriétaire ou qu'elle occupe à quelque titre que ce soit :

185000 m<sup>2</sup>

## RESPONSABILITÉ DU FAIT DES ACTIVITÉS

Détailler ci-après les principales compétences et activités de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat et **joindre le dernier rapport d'activité** :

## RISQUES SPÉCIFIQUES

### INSTALLATIONS CLASSÉES

Existe-t-il des installations classées fixes relevant des articles L. 511-1 et suivants du Code de l'environnement ? (par exemple déchets, assainissement, ateliers de réparation et d'entretien de véhicules, stockage ou distribution d'hydrocarbures, installations de chauffage par géothermie haute température, etc.) : **Ateliers des pôles automobiles**

OUI / NON

Certaines de ces installations sont-elles soumises à déclaration ou enregistrement ?

OUI / NON

Si OUI, lister toutes les installations dont le souscripteur est propriétaire exploitant.

Nature / désignation	Adresse	Régime
		Déclaration / Enregistrement
		Déclaration / Enregistrement
		Déclaration / Enregistrement

ainsi que toutes les installations dont le souscripteur est propriétaire non exploitant.

Nature / désignation	Adresse	Régime
		Déclaration / Enregistrement
		Déclaration / Enregistrement
		Déclaration / Enregistrement

En cas de gestion déléguée, **joindre la clause assurance de la convention ou du contrat.**

Certaines de ces installations sont-elles soumises à autorisation préfectorale ?

OUI / NON

**Si OUI, questionnaire complémentaire à renseigner.**

## RAYONNEMENTS IONISANTS

---

Le souscripteur possède-t-il ou utilise-t-il des sources de rayonnements ionisants ?  
Matériel de sondage des sols (gammadensimètre), matériel de radiologie, etc.

OUI / NON

Si OUI, joindre notice agrément ASN

Si OUI, certaines de ces sources nécessitent-elles une autorisation de l'Autorité de Sûreté Nucléaire ?

OUI / NON

**Si OUI, questionnaire complémentaire à demander à la Société PROTECTAS.**

## GARAGE

---

Le souscripteur exécute-t-il des activités de garagiste ?

OUI / NON

Si OUI, réalise-t-il ce type de prestation pour le compte de tiers ? *A titre ponctuel, certaines prestations de réparations/entretiens sont effectués dans les pôles automobiles pour le compte d'apprenants et/ou d'agents CMAR NA.*

OUI / NON

Pour le compte d'entreprises industrielles ou commerciales	OUI / NON
Pour le compte d'autres collectivités ou établissements publics	OUI / NON
Pour le compte de personnes privées	OUI / NON
Montant des recettes annuelles en € :	

**Si OUI, questionnaire complémentaire à demander à la Société PROTECTAS.**

## PRESTATIONS POUR COMPTE DE TIERS

---

Le souscripteur exécute-t-il des prestations pour le compte de tiers ? *(Prestations informatiques, blanchisserie, restauration, coiffure, ...) : Il arrive ponctuellement que des prestations (coiffure, pôle auto) soient réalisés pour le compte des apprenants et/ou agents dans un but pédagogique.*

OUI / NON

Pour le compte d'entreprises industrielles ou commerciales	OUI / NON
Pour le compte d'autres collectivités ou établissements publics	OUI / NON
Pour le compte de personnes privées	OUI / NON
Montant des recettes annuelles en € :	

## CONSTRUCTION

---

### Maîtrise d'œuvre

---

Le souscripteur dispose-t-il d'un service technique de maîtrise d'œuvre ou de bureau d'études techniques ?

OUI / NON

Si OUI, compléter le tableau ci-après.

Emploie-t-il des architectes salariés ?	OUI / NON	Si OUI nombre	
Exécute-t-il des prestations pour le compte de tiers ?	OUI / NON		

**Si le service exécute des prestations pour le compte de tiers, questionnaire complémentaire à renseigner.**

### Maîtrise d'ouvrage

---

Préciser la nature et le montant du chantier le plus important réalisé au cours des 3 dernières années.

Chantier de réhabilitation/construction de la CMA 79 à Niort (coût : 23.5 M€)

### Réalisation de travaux

---

Les services du souscripteur réalisent-ils des travaux relevant du champ décennal pour le compte de tiers ?

OUI / NON

**Si le souscripteur réalise des travaux pour le compte de tiers, questionnaire complémentaire à renseigner.**

## AUTRES INFORMATIONS ÉVENTUELLES

---

--



# ASSURANCE ATTEINTES A L'ENVIRONNEMENT DES CHAMBRES DE METIERS ET DE L'ARTISANAT

## Formulaire de déclaration du risque

### AVERTISSEMENT

Le présent questionnaire ne constitue pas un engagement à souscrire un contrat d'assurance et reste strictement confidentiel.

Le soussigné déclare :

- que les réponses ci-après sont à sa connaissance exactes,
- avoir été informé qu'elles constituent les éléments d'appréciation du risque nécessaires à la fixation des primes et dont l'inexactitude serait susceptible de modifier les engagements de l'assureur (cf. articles du Code des assurances ci-dessous).

Le soussigné ne peut être engagé au-delà des réponses apportées à ce questionnaire.

Les assureurs peuvent demander tous renseignements complémentaires et, dès lors, reconnaissent avoir une connaissance suffisante du risque à garantir.

Article L. 113-8 du Code des assurances

*Indépendamment des causes ordinaires de nullité, et sous réserve des dispositions de l'article L. 132-26, le contrat d'assurance est nul en cas de réticence ou de fausse déclaration intentionnelle de la part de l'assuré, quand cette réticence ou cette fausse déclaration change l'objet du risque ou en diminue l'opinion pour l'assureur, alors même que le risque omis ou dénaturé par l'assuré a été sans influence sur le sinistre.*

*Les primes payées demeurent alors acquises à l'assureur, qui a droit au paiement de toutes les primes échues à titre de dommages et intérêts.*

Article L113-9 du Code des assurances

*L'omission ou la déclaration inexacte de la part de l'assuré dont la mauvaise foi n'est pas établie n'entraîne pas la nullité de l'assurance.*

*Si elle est constatée avant tout sinistre, l'assureur a le droit soit de maintenir le contrat, moyennant une augmentation de prime acceptée par l'assuré, soit de résilier le contrat dix jours après notification adressée à l'assuré par lettre recommandée, en restituant la portion de la prime payée pour le temps où l'assurance ne court plus.*

*Dans le cas où la constatation n'a lieu qu'après un sinistre, l'indemnité est réduite en proportion du taux des primes payées par rapport au taux des primes qui auraient été dues, si les risques avaient été complètement et exactement déclarés.*

Nom et adresse du souscripteur :

**LA CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DE REGION NOUVELLE AQUITAINE**  
dont le siège est situé à **46, RUE DU GENERAL LARMINAT, CS 81423, 33073 BORDEAUX**

Le contrat doit-il être souscrit pour des organismes satellites du souscripteur ? **Quid des SCI?**

OUI / NON

Si OUI, lesquels :

## RENSEIGNEMENTS GENERAUX

Montant de la masse salariale hors charges sociales patronales :

 €

Montant du budget de fonctionnement / chiffre d'affaires :

 : Base BR 2024 : 114  
923 636€

Décrire succinctement ci-après les activités / compétences du souscripteur.

*Établissement public d'État sous la tutelle du ministère de l'Économie et des Finances, la CMA Nouvelle-Aquitaine agit pour que la place de l'artisanat soit reconnue à part entière dans l'économie régionale et locale.*

*Elle veille à ce que les intérêts des artisans soient pris en compte dans les politiques publiques européennes, nationales, régionales et locales, les lois et les réglementations et à leur bonne mise en œuvre.*

*Dans chacun des départements de la région, les 12 CMA de niveau départemental proposent une offre de services de proximité, accessible à toutes les entreprises artisanales, quel que soit leur secteur d'activité et leur implantation.*

*La CMA Nouvelle-Aquitaine agit pour le développement des entreprises artisanales  
La CMA est le partenaire privilégié des créateurs d'entreprise et leur propose un accompagnement et des conseils sur-mesure pour faire de leur projet un succès.  
Elle met en œuvre une offre globale de services performants qui permet aux artisans d'optimiser leur savoir-faire et la compétitivité de leur entreprise. Elle accompagne les entreprises dans leurs mutations et participe à la promotion et à l'essor de l'artisanat.*

*La CMA Nouvelle-Aquitaine agit pour l'apprentissage et la formation des artisans  
La CMA Nouvelle-Aquitaine contribue au développement de l'apprentissage dans le secteur de l'artisanat. Grâce à son organisme régional de formation, elle propose un large dispositif d'acquisition de compétences ouvert aux jeunes et aux adultes qui souhaitent rejoindre un secteur des métiers dynamique et moteur de l'économie régionale. La CMA Nouvelle-Aquitaine propose des formations spécialement conçues pour répondre aux besoins du chef d'entreprise artisanale, de son conjoint et de ses salariés, mais aussi des créateurs et repreneurs d'entreprise ainsi que de toute personne souhaitant enrichir ses compétences.*

*La CMA Nouvelle-Aquitaine agit pour l'attractivité des territoires*

*La CMA est ancrée au cœur des territoires. Ses commissions territoriales, animées par des élus de proximité, lui permettent d'être au contact des artisans et à l'écoute des élus locaux et de répondre aux besoins exprimés sur les territoires. Le maintien de l'activité artisanale est un levier de dynamique économique essentiel et un facteur de cohésion sociale. C'est pourquoi, elle contribue au développement et à l'aménagement des territoires pour lesquels elle développe et propose une offre de services sur mesure à destination des EPCI.*

Appartenance à d'autres structures (par exemple EPCI pour les collectivités territoriales) :

## DECHETS

Le souscripteur est-il propriétaire exploitant, propriétaire non exploitant ou exploitant non-propriétaire de déchèteries ?

OUI / NON

Si OUI, les lister ci-après en précisant pour chacune son mode d'exploitation (gestion directe : régie dotée de la seule autonomie financière / régie dotée de l'autonomie financière et de la personnalité juridique ou gestion déléguée : concession / affermage / régie intéressée).

Désignation / localisation	Mode de gestion

Le souscripteur est-il propriétaire exploitant, propriétaire non exploitant ou exploitant non-propriétaire :

de centres de stockage de déchets ultimes ?	OUI / NON
de stations de transit ou centres de transfert de déchets ?	OUI / NON
d'usines d'incinération ?	OUI / NON

**Si réponse positive à l'une des trois questions, compléter l'annexe 1 ci-après et joindre les documents administratifs régissant l'exploitation (récépissé de déclaration, arrêté d'autorisation), la dernière étude de sol, le résultat des analyses des eaux de nappe au droit du site et aux points de rejets des 3 dernières années.**

## ASSAINISSEMENT

Le souscripteur est-il propriétaire exploitant, propriétaire non exploitant ou exploitant non-propriétaire de station d'épuration d'eaux usées (STEP) d'une capacité inférieure à 50 000 équivalents-habitants ?

OUI / NON

Si OUI, les lister ci-après en précisant pour chacune son mode d'exploitation (gestion directe : régie dotée de la seule autonomie financière / régie dotée de l'autonomie financière et de la personnalité juridique ou gestion déléguée : concession / affermage / régie intéressée).

Désignation / localisation	Mode de gestion

Le souscripteur est-il propriétaire exploitant, propriétaire non exploitant ou exploitant non-propriétaire de station d'épuration d'eaux usées (STEP) d'une capacité supérieure à 50 000 équivalents-habitants ?

OUI / NON

**Si OUI, compléter l'annexe 2 ci-après et joindre les documents administratifs régissant l'exploitation (récépissé de déclaration, arrêté d'autorisation) ainsi que les deux derniers bilans complets récents établis par les SATESE (SDAT).**

Le souscripteur pratique-t-il l'épandage des boues des stations d'épuration ?

OUI / NON

## EAU POTABLE

Le souscripteur est-il propriétaire exploitant, propriétaire non exploitant ou exploitant non-propriétaire :

d'usines de traitement d'eau potable soumis à autorisation au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement ?	OUI / NON
de barrages ou retenues d'eau de plus de 30 m de hauteur ?	OUI / NON
d'établissements de thermalisme ou de thalassothérapie ?	OUI / NON

**Si réponse positive à l'une des trois questions, compléter l'annexe 3 ci-après et joindre les documents administratifs régissant l'exploitation (récépissé de déclaration, arrêté d'autorisation), la dernière étude de sol, le résultat des analyses des eaux de nappe au droit du site et aux points de rejets des 3 dernières années.**

## AUTRES ACTIVITES

---

Le souscripteur est-il propriétaire exploitant, propriétaire non exploitant ou exploitant non propriétaire :

d'ateliers de réparation et d'entretien de véhicules à moteur d'une superficie supérieure à 5 000 m <sup>2</sup> ?	OUI / <b>NON</b>
de postes de distribution de carburants ou de stockage de liquides inflammables, classés au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement ?	OUI / <b>NON</b>
d'installations de chauffage par géothermie haute température ?	OUI / <b>NON</b>
d'abattoirs ?	OUI / <b>NON</b>
de centrales d'enrobage au bitume de matériaux routiers ?	OUI / <b>NON</b>

**Si réponse positive à l'une des cinq questions, compléter l'annexe 3 ci-après et joindre les documents administratifs régissant l'exploitation (récépissé de déclaration, arrêté d'autorisation), la dernière étude de sol, le résultat des analyses des eaux de nappe au droit du site et aux points de rejets des 3 dernières années.**

## ETUDES ET TRAVAUX

---

Le souscripteur réalise-t-il des activités d'études, de travaux et/ou de maîtrise d'œuvre pour le compte de tiers ?

OUI / **NON**

**Si OUI, compléter l'annexe 4 ci-après.**

## PORTS

---

Le souscripteur est-il propriétaire exploitant, propriétaire non exploitant ou exploitant non propriétaire de ports de plaisance ou de commerce ?

OUI / **NON**

**Si OUI, compléter l'annexe 5 ci-après et joindre les documents administratifs régissant l'exploitation (récépissé de déclaration, arrêté d'autorisation), la dernière étude de sol, le résultat des analyses des eaux de nappe au droit du site et aux points de rejets des 3 dernières années.**

## LITTORAL

---

**Si la garantie « frais de dépollution du littoral » est souhaitée, compléter l'annexe 6 ci-après.**

## Annexe 1 - Déchets (compléter un questionnaire par site)

### Présentation générale et situation administrative

Nom et adresse du site			
Qualité du souscripteur	Propriétaire exploitant / propriétaire non exploitant / exploitant non propriétaire		
Régime ICPE	Autorisation / autorisation avec servitude / enregistrement / déclaration		
Date du dernier arrêté préfectoral d'autorisation		Dossier de régularisation ou d'étude de mise en conformité	OUI / NON

### Historique du site

Date de mise en service		Date de fermeture envisagée	
Implantation sur une ancienne friche industrielle	OUI / NON	Dépôt de mâchefer	OUI / NON
Ancienne décharge	OUI / NON	Si OUI type de déchets déposés	
Audit / diagnostic des sols	OUI / NON	Si OUI date de réalisation	
Pollution historique du sol	OUI / NON	Si OUI type de pollution	
Travaux de dépollution éventuels			

### Activité

Activité	Transit - tri / traitement / enfouissement / incinération		
Type de déchets		Flux annuel (tonnes / an)	
Nature du traitement			

### Environnement immédiat

Distance des eaux de surface les plus proches (cours ou plan d'eau)	Sur site / moins de 100m / moins de 500 m / moins de 1km / plus de 1km				
Nappe phréatique au droit du site	OUI / NON	Si OUI profondeur		Surveillance / contrôle	NON / Autosurveillance / organisme extérieur
Puits ou forage sur site	OUI / NON	Si OUI profondeur		Si OUI débit	

### Entrée des déchets / tri / transit

Contrôle des déchets entrants	OUI / NON	Si OUI préciser (plusieurs réponses possibles)	Quantitatif / qualitatif / visuel / estimatif / pesée / sur site / hors site	
Aire de déchargement	Sol naturel / revêtement		Si revêtement en préciser la nature	
Déchargement en hall abrité	OUI / NON		Volume de rétention en m³	
Aires à ciel ouvert de stockage des déchets pour transit / tri	OUI / NON	Si OUI préciser le type de déchets		
Locaux / aires abritées de stockage des déchets pour transit / tri	OUI / NON	Si OUI préciser le type de déchets		

## Centre d'enfouissement de déchets

Centre d'enfouissement de déchets	OUI / NON	Si OUI	enfouissement traditionnel / compactage / broyage / mise en balle / remplissage d'inertes / autre		
Nombre de casiers fermés		Capacité des casiers fermés		Opérations de réhabilitation	OUI / NON
Nombre de casiers en exploitation		Capacité des casiers en exploitation		Alvéoles de stockage d'amiante	OUI / NON
Barrière active du fond				Barrière passive du fond	
Barrière active des parois latérales				Barrière passive des parois latérales	

## Incinération des déchets

Incinération des déchets	OUI / NON	Si OUI procédé utilisé		Puissance thermique nominale (MW)	
Nombre de fours		Capacité nominale d'un four t/h		Capacité maximale t/h	
Conditions de stockage des cendres volantes				Traitement élimination des cendres volantes	
Conditions de stockage des mâchefers				Traitement élimination des mâchefers	

## Récupération / production d'énergie

Installation de refroidissement d'eau	OUI / NON	Type		Date du dernier contrôle	
Installations de combustion	OUI / NON	Nombre		Puissance kW	
Poste de distribution de carburant	OUI / NON	Nombre		Stockage d'hydrocarbures	NON / aérien / enterré
				Capacité	

## Gestion des effluents liquides

Principaux rejets	Origine	Traitement interne	Points de rejets des réseaux
			Milieu naturel / autre à préciser
			Milieu naturel / autre à préciser
			Milieu naturel / autre à préciser
Contrôle des rejets	NON / autosurveillance / organisme extérieur	Si convention de raccordement nom de la STEP	

## Gestion des effluents atmosphériques

Poussières (incinération)	cyclone / électrofiltre / laveur / média-filtrant / autre à préciser			
Dioxines / furanes (incinération)	traitement catalytique / charbon actif (filtre ou injection) / autre à préciser			
Gaz acides (incinération)	humide / sec / semi-sec / semi-humide / autre à préciser			
NOx (incinération)				
Odeurs (décharge)				
Biogaz (décharge)	Récupération	OUI / NON	Traitement	brulage par torchères / valorisation
Contrôle des effluents	NON / autocontrôle / contrôle extérieur		Contrôles continus	

## Annexe 2 - Assainissement (compléter un questionnaire par STEP de plus de 50 000 équivalents-habitants)

### Présentation générale et situation administrative

Nom et adresse du site			
Qualité du souscripteur	Propriétaire exploitant / propriétaire non exploitant / exploitant non propriétaire		
Régime ICPE	Autorisation / autorisation avec servitude / enregistrement / déclaration		
Date du dernier arrêté préfectoral d'autorisation		Dossier de régularisation ou d'étude de mise en conformité	OUI / NON

### Historique du site

Date de début de l'activité du souscripteur sur le site		Implantation sur une ancienne friche industrielle	OUI / NON
Nom du précédent exploitant, date et nature de l'activité			
Audit / diagnostic des sols	OUI / NON	Si OUI date de réalisation	
Pollution historique du sol	OUI / NON	Si OUI type de pollution	
Travaux de dépollution éventuels			

### Caractéristiques de l'installation

Nombre d'équivalents-habitants		Type de station de traitement	
Volume traité journalier m <sup>3</sup>		Débit par temps sec m <sup>3</sup> /h	
Procédé d'épuration	traitement physico-chimique / traitement biologique / autre	Débit par temps humide m <sup>3</sup> /h	
Fonctionnement régulier	OUI / NON	Nom du traitement	
Pics saisonniers	OUI / NON	Si NON précisions	
Réseau de collecte	unitaire / séparatif / mixte	Si OUI précisions	
Surveillance par proposé	NON / présence permanente / 1 fois/jour / 1 fois/semaine	Bypass si orage	automatique / manuel / impossible
Type de milieu récepteur		Autre surveillance	
Apport de la station au débit moyen (%)		Nom du milieu récepteur	
		Apport de la station à l'étiage (%)	

### Etablissements raccordés

	Type	Rejet global (EH ou kg DBO <sub>5</sub> /jr)	Convention de rejet
Industries	OUI / NON		OUI / NON
Etablissements hospitaliers	OUI / NON		OUI / NON
Autres	OUI / NON		OUI / NON



## Environnement immédiat

Nom des tiers les plus proches (habitation, village)		Distance	moins de 100m / moins de 500 m / moins de 1km / plus de 1km	
Dénomination des eaux de surface		Distance des eaux de surface		
Qualité des eaux de surface	1A / 1B / 2 / 3 / hors classe	Pression écologique particulière	Aucune / intermittente / permanente	
Utilisation des eaux de surface en aval	OUI / NON	Distance	Utilisations	
Le site a-t-il été inondé ?	OUI / NON	Dates des inondations		
Nappe phréatique au droit du site	OUI / NON	Si OUI profondeur	Utilisation de la nappe	NON / industrie / élevage irrigation / adduction eau potable

## Risques liés au stockage

Stockages aériens	OUI / NON	<i>Lister en priorité les produits classés ICPE</i>		
Nature des produits	Nombre de cuves	Capacité (m <sup>3</sup> ou T)	Date de mise en service	Volume rétention (m <sup>3</sup> )

Stockages enterrés	OUI / NON	<i>Lister en priorité les produits classés ICPE</i>		
Nature des produits	Nb de cuves	Capacité	Date de mise en service	Sécurité
				simple paroi / double paroi / fosse maçonnerie)
				alarme reportée / détection de fuite / limitation de remplissage
				simple paroi / double paroi / fosse maçonnerie)
				alarme reportée / détection de fuite / limitation de remplissage

Aire de dépotage	Sol naturel / revêtement (à préciser)	Volume de rétention en m <sup>3</sup>	
Date du dernier contrôle réalisé		Nature du dernier contrôle réalisé	

## Gestion des déchets

Type de stockage des boues d'épuration		Capacité du silo en m <sup>3</sup>		Fréquence d'enlèvement	
Traitement	stabilisation aérobie / digestion anaérobie / lit de séchage / chaulage / filtre presse / autre (à préciser)				
Filière d'élimination des boues	incinération / compostage / épandage pour valorisation agronomique			Destination	
Maîtrise d'œuvre du plan d'épandage		Entreprise		Surface d'épandage	

### Annexe 3 - Autres activités spécifiques (compléter un questionnaire par site)

#### Présentation générale et situation administrative

Nom et adresse du site			
Nature de l'activité et code NAF			
Qualité du souscripteur	Propriétaire exploitant / propriétaire non exploitant / exploitant non propriétaire		
Classement au titre de la loi sur l'eau	Autorisation / déclaration / non classé		
Régime ICPE	Autorisation / autorisation avec servitude / enregistrement / déclaration		
Date du dernier arrêté préfectoral d'autorisation		Dossier de régularisation ou d'étude de mise en conformité	OUI / NON

#### Historique du site

Date de début de l'activité du souscripteur sur le site		Implantation sur une ancienne friche industrielle	OUI / NON
Audit / diagnostic des sols	OUI / NON	Si OUI date de réalisation	
Pollution historique du sol	OUI / NON	Si OUI type de pollution	
Travaux de dépollution éventuels			

#### Organisation / gestion du site

Présence permanente sur le site	OUI / NON	Effectif minimal	
Surveillance du site (plusieurs réponses possibles)	NON / gardiennage / société de surveillance / détection - alarme		

#### Environnement immédiat

Distance des eaux de surface les plus proches (cours ou plan d'eau)	Sur site / moins de 100m / moins de 500 m / moins de 1km / plus de 1km		
Nappe phréatique au droit du site	OUI / NON	Si OUI profondeur	Surveillance / contrôle NON / Autosurveillance / organisme extérieur
Puits ou forage sur site	OUI / NON	Si OUI profondeur	Si OUI débit

#### Activités

Production / fabrication	OUI / NON	Résumé des principales étapes				
Poste de distribution de carburant	OUI / NON	Nombre				
Installations de combustion	OUI / NON	Nombre		Puissance kW		Combustible
Réfrigération (groupe froid, climatiseur)	OUI / NON	Ammoniac / autre à préciser		Puissance kW		Volume en m <sup>3</sup>
Installation de refroidissement d'eau - TAR	OUI / NON	Type		Date du dernier contrôle		

## Risques liés au stockage

Stockages aériens	OUI / NON	Lister en priorité les produits classés ICPE		
Nature des produits	Nombre de cuves	Capacité (m3 ou T)	Date de mise en service	Volume rétention (m3)

Stockages enterrés	OUI / NON	Lister en priorité les produits classés ICPE			
Nature des produits	Nb de cuves	Capacité	Date de mise en service	Type de cuve	Sécurité
				simple paroi / double paroi / fosse maçonnée)	alarme reportée / détection de fuite / limitation de remplissage
				simple paroi / double paroi / fosse maçonnée)	alarme reportée / détection de fuite / limitation de remplissage

Aire de dépotage	Sol naturel / revêtement (à préciser)	Volume de rétention en m <sup>3</sup>	
Date du dernier contrôle réalisé		Nature du dernier contrôle réalisé	

## Gestion des effluents liquides

Principaux rejets	Origine	Traitement interne	Points de rejets des réseaux
			Milieu naturel / autre à préciser
			Milieu naturel / autre à préciser
			Milieu naturel / autre à préciser
Moyens d'épuration internes	OUI / NON	SI OUI lesquels	
Contrôle des rejets	NON / autosurveillance / organisme extérieur		Si convention de raccordement nom de la STEP

## Gestion des effluents atmosphériques

Nature des principaux rejets		Origine des principaux rejets	
Moyens de traitement et d'épuration	OUI / NON	Si OUI lesquels ?	
Contrôle des effluents	OUI / NON	Si OUI	Autosurveillance / organisme extérieur
Nuisances olfactives particulières	OUI / NON	Si OUI lesquelles ?	

## Gestion des déchets

Inventaires des déchets	NON / trimestriel / annuel	Stockage sur aire dédiée	NON / abritée / ciel ouvert	Procédure de contrôle	OUI / NON
-------------------------	----------------------------	--------------------------	-----------------------------	-----------------------	-----------

## Annexe 4 - Activités d'études, de travaux et/ou de maîtrise d'œuvre pour le compte de tiers

### Présentation générale

Dénomination de la structure qui réalise les prestations de service			
Montant des honoraires perçus en €		Effectif du service	

### Activités

*Etudes / Conseils Ingénierie générale (préciser le type d'activités et le nombre de prestations réalisées par an).*

--

*Etudes diagnostics spécialisés environnement (préciser le nombre de prestations réalisées par an)*

Etudes, conseils		Contrôles, analyses, essais, mesures		Diagnostic de sol, faune et flore	
------------------	--	--------------------------------------	--	-----------------------------------	--

*Etudes techniques (préciser le nombre de prestations réalisées par an)*

Conception		Réalisation		Surveillance technique, coordination		Maintenance ouvrages / installations	
------------	--	-------------	--	--------------------------------------	--	--------------------------------------	--

*Diagnostics techniques (préciser le nombre de prestations réalisées par an)*

Amiante / plomb		Autre à préciser		Autre à préciser	
-----------------	--	------------------	--	------------------	--

*Autres activités (préciser le type d'activités et le nombre de prestations réalisées par an).*

--

### Nature des certifications, accréditations, agréments

--

### Autres informations

--

## Annexe 5 - Ports (compléter un questionnaire par site)

### Présentation générale et situation administrative

Nom et adresse du site			
Qualité du souscripteur	Propriétaire exploitant / propriétaire non exploitant / exploitant non propriétaire		
Installations classées ICPE (régime d'autorisation)	OUI / NON	SI OUI lesquelles ?	

Port de plaisance	OUI / NON	Nombre d'emplacements		Port de pêche	OUI / NON	Capacité d'accueil	
Port de commerce	OUI / NON	Marchandises	Alimentaire, céréales / Minéraux / Energie, pétrole, chimie / Autre (à préciser)				
Flux de marchandises				Flux de passagers			

### Historique du site

Audit / diagnostic des sols	OUI / NON	Si OUI date de réalisation	
Pollution historique du sol	OUI / NON	Si OUI type de pollution	
Travaux de dépollution éventuels			

### Activités

Poste de distribution de carburant	OUI / NON	Nombre					
Installations de combustion	OUI / NON	Nombre		Puissance kW		Combustible	
Réfrigération (groupe froid, climatiseur)	OUI / NON	Ammoniac / autre à préciser		Puissance kW		Volume (m³)	
Installation de refroidissement d'eau - TAR	OUI / NON	Type				Date du dernier contrôle	

### Risques liés au stockage

Stockages aériens	OUI / NON	<i>Lister en priorité les produits classés ICPE</i>					
Nature des produits	Nombre de cuves	Capacité (m3 ou T)	Date de mise en service	Volume rétention (m³)			

Stockages enterrés	OUI / NON	<i>Lister en priorité les produits classés ICPE</i>					
Nature des produits	Nb de cuves	Capacité	Date de mise en service	Type de cuve	Sécurité		
				simple paroi / double paroi / fosse maçonnée)	alarme reportée / détection de fuite / limitation de remplissage		
				simple paroi / double paroi / fosse maçonnée)	alarme reportée / détection de fuite / limitation de remplissage		

Aire de dépotage	Sol naturel / revêtement (à préciser)	Volume de rétention en m <sup>3</sup>	
Date du dernier contrôle réalisé		Nature du dernier contrôle réalisé	

### Gestion des effluents liquides

Principaux rejets	Origine	Traitement interne	Points de rejets des réseaux
			Milieu naturel / autre à préciser
			Milieu naturel / autre à préciser
			Milieu naturel / autre à préciser
Moyens d'épuration internes	OUI / NON	SI OUI lesquels	
Contrôle des rejets	NON / autosurveillance / organisme extérieur		Si convention de raccordement nom de la STEP

### Gestion des déchets

Inventaires des déchets	NON / trimestriel / annuel	Stockage sur aire dédiée	NON / abritée / ciel ouvert	Procédure de contrôle	OUI / NON
-------------------------	----------------------------	--------------------------	-----------------------------	-----------------------	-----------

## Annexe 6 - Littoral

### Présentation générale

Budget spécifique affecté à la conservation du littoral en €		Moyenne des taxes de séjour sur les 3 dernières années en €	
Superficie de l'estran en km <sup>2</sup>		Moyens d'interventions techniques et humaines (à préciser ci-dessous)	OUI / NON

### Composition du littoral

Côte rocheuse, falaise	OUI / NON	Zones urbanisées	OUI / NON	Cultures marines / aquaculture	OUI / NON	Plages	OUI / NON
Espace naturel d'estuaire	OUI / NON	Iles, îlots inhabités	OUI / NON	Zone de protection pour la conchyliculture	OUI / NON	Dunes	OUI / NON
Marais, vasières, tourbières	OUI / NON	Landes côtières	OUI / NON	Zone portuaire ou industrialo-portuaire	OUI / NON	Rias ou abers	OUI / NON
Parc naturel régional	OUI / NON	Port de plaisance	OUI / NON	Réserve naturelle (ZNIEFF)	OUI / NON	Parc national	OUI / NON
Complexe touristique	OUI / NON	Zones humides, milieux temporairement immergés	OUI / NON	Autre			

### Aménagements / exploitation de la mer

Plages	OUI / NON	Longueur totale		Mode de gestion	En régie / déléguée
Activités balnéaires et nautiques	OUI / NON	Mode de gestion		En régie / déléguée	
Port de plaisance	OUI / NON	Nom		Mode de gestion	En régie / déléguée
Port de pêche	OUI / NON	Nom		Capacité	
Port de commerce :	OUI / NON	Nom		Statut	
Culture maritimes/conchyliculture	OUI / NON	Superficie d'exploitation des cultures		. hectares	
Cultures marines / aquacultures	OUI / NON	Préciser lesquelles			
Autres centres recevant du public	OUI / NON	Mode de gestion			
Autres usages de la mer	OUI / NON	Préciser lesquels			
Captages d'eau en mer	OUI / NON	Donner le détail			

### Projets en matière d'exploitation et de protection du littoral

--



## **ASSURANCE RESPONSABILITÉ ET RISQUES ANNEXES**

## **STATISTIQUES SINISTRES**





#### VOS INFORMATIONS

**Pour nous joindre :**

MAAF Assurances  
Service RSM Souscription  
Bât. Marsouin – 1er étage  
79036 NIORT Cedex 9  
Tel : 05 49 17 55 21  
Fax : 05 49 17 63 73  
@: [groupe.rsm@maaf.fr](mailto:groupe.rsm@maaf.fr)

**Votre n° client : 133076844****Votre n° contrat : Multirisque Professionnelle  
CMA 100990**

CMAR NOUVELLE AQUITAINE

46 RUE GENERAL DE LARMINAT  
33071 BORDEAUX

**Contrat** : Multirisque Professionnelle CMA 100990  
**Numéro** : 133076844

### RELEVÉ D'INFORMATIONS

**Sinistres déclarés à compter du 01/01/2021**  
**Situation arrêtée au 03/04/2024**

MAAF ASSURANCES S.A. atteste que les sinistres déclarés au titre du contrat référencé ci-dessus sont à ce jour les suivants :

- Date de prise d'effet des garanties : 01/01/2021
- Contrat en cours

N°contrat	N° sinistre	Date sinistre	Libellé garantie	Date cloture	Etat sinistre	Total
100990	000000D0964923	02/03/2021	RESPONSABILITE CIVILE	12/04/2021	Clôture totale	0
	000000D0963662	30/03/2021	RESPONSABILITE CIVILE	01/04/2021	Clôture totale	0
	000000D0994686	23/09/2021	RESPONSABILITE CIVILE	09/11/2021	Clôture totale	1 226
	000000D1019964	01/02/2022	RESPONSABILITE CIVILE	05/09/2022	Clôture totale	0
	000000D1055045	12/03/2022	RESPONSABILITE CIVILE	30/09/2022	Clôture totale	0
	000000D1082475	23/09/2022	RESPONSABILITE CIVILE		En cours	20 000
Total						21 226

**MAAF Assurances SA**

Société anonyme au capital de 160 000 000 euros entièrement versé  
Entreprise régie par le Code des assurances - RCS Niort 542 073 580 - Code APE 6512 Z  
N° TVA intracommunautaire FR 38 542 073 580  
**Siège social : Chaban - 79180 Chauray - Adresse : Chauray - 79036 Niort Cedex 09 - [maaf.fr](http://maaf.fr)**



Vous noterez que pour les dossiers en cours d'instruction, le coût mentionné est une valeur estimative.

Pour servir et valoir ce que de droit

Fait le 03 avril 2024  
Pour MAAF ASSURANCES S.A.

Antoine Ermeneux  
Directeur général

**MAAF Assurances SA**

Société anonyme au capital de 160 000 000 euros entièrement versé

Entreprise régie par le Code des assurances - RCS Niort 542 073 580 - Code APE 6512 Z

N° TVA intracommunautaire FR 38 542 073 580

**Siège social : Chaban - 79180 Chauray - Adresse : Chauray - 79036 Niort Cedex  
09 - maaf.fr**



**TOKIO MARINE**  
**HCC**

Tokio Marine Europe S.A.  
Succursale en France  
36, rue de Châteaudun  
CS 30099 - 75441 Paris Cedex 09  
France  
Tél : +33 (0)1 53 29 30 00  
Fax : +33 (0)1 42 97 43 87  
tmhcc.com

# Attestation Statistique sinistre Contrat N° FR030636TT

Souscripteur :

**CRMA Nouvelle Aquitaine**  
46, rue du Général de LARMINAT  
CS 81423  
33000 BORDEAUX

Période de couverture : **Du 1<sup>er</sup> Janvier 2021 au 9 Avril 2024.**

Aucun sinistre n'a été enregistré à ce jour.

Fait à Paris, le 9 Avril 2024 et envoyé électroniquement.

L'ASSUREUR,

**TOKIO MARINE EUROPE S.A.**  
Succursale en France  
Capital Social \$ 1 159 060  
36, rue de Châteaudun  
CS 30099, 75441 Paris Cedex 09  
Tél. : 01 53 29 30 00 - Fax : 01 42 97 43 87  
R.C.S. Paris B 843 295 221

Tokio Marine HCC est le nom commercial de Tokio Marine Europe S.A., société membre du Groupe Tokio Marine HCC. Tokio Marine Europe S.A. est agréée par le Ministre des Finances du Luxembourg et contrôlée par le Commissariat aux Assurances (CAA). Enregistrée au Registre de commerce et des sociétés du Luxembourg sous le No. B221975, son siège social est situé au 26, Avenue de la Liberté, L-1930, Luxembourg. Capital social de 1 159 060 USD. Tokio Marine Europe S.A. (succursale en France), 36, rue de Châteaudun, CS 30099, 75441 Paris Cedex 09, est enregistrée au RCS de Paris sous le No B 843 295 221, TVA FR 60 843 295 221, agissant en conformité avec les règles françaises du code des assurances.



**TOKIO MARINE**  
**HCC**

Tokio Marine Europe S.A.  
Succursale en France  
36, rue de Châteaudun  
CS 30099 - 75441 Paris Cedex 09  
France  
Tél : +33 (0)1 53 29 30 00  
Fax : +33 (0)1 42 97 43 87  
tmhcc.com

# Attestation Statistique sinistre Contrat N° FR037299TT

Souscripteur :

**CRMA Nouvelle Aquitaine**  
46, rue du Général de LARMINAT  
CS 81423  
33000 BORDEAUX

Période de couverture : **Du 1<sup>er</sup> Avril 2023 au 9 Avril 2024.**

Aucun sinistre n'a été enregistré à ce jour.

Fait à Paris, le 9 Avril 2024 et envoyé électroniquement.

L'ASSUREUR,

**TOKIO MARINE EUROPE S.A.**  
Succursale en France  
Capital Social \$ 1 159 060  
36, rue de Châteaudun  
CS 30099, 75441 Paris Cedex 09  
Tél. : 01 53 29 30 00 - Fax : 01 42 97 43 87  
R.C.S. Paris B 843 295 221

Tokio Marine HCC est le nom commercial de Tokio Marine Europe S.A., société membre du Groupe Tokio Marine HCC. Tokio Marine Europe S.A. est agréée par le Ministre des Finances du Luxembourg et contrôlée par le Commissariat aux Assurances (CAA). Enregistrée au Registre de commerce et des sociétés du Luxembourg sous le No. B221975, son siège social est situé au 26, Avenue de la Liberté, L-1930, Luxembourg. Capital social de 1 159 060 USD. Tokio Marine Europe S.A. (succursale en France), 36, rue de Châteaudun, CS 30099, 75441 Paris Cedex 09, est enregistrée au RCS de Paris sous le No B 843 295 221, TVA FR 60 843 295 221, agissant en conformité avec les règles françaises du code des assurances.